

PropDroit

L'homme, dit Aristote, est un animal politique, un animal qui vit en communauté. Les communautés humaines sont souvent en conflit les unes contre les autres ; aussi est-il important qu'elles soient unies pour être fortes. Mais toute communauté est faite d'individus dont chacun, par la conscience de soi, affirme sa singularité, singularité dont le côté objectif est la propriété individuelle.

La propriété est un ensemble d'objets de nature souvent très différente dont un individu (le propriétaire) peut disposer à son gré, à quelques restrictions près parfois ; on est propriétaire d'une maison, d'un champ, d'une décoration, d'un diplôme... Alors que la communauté réclame la soumission de tous au bien commun, la propriété individuelle apparaît comme un facteur de division, voire d'anarchie. Le propriétaire s'isole dans l'exploitation de sa propriété, à la poursuite de son intérêt personnel ; des dissensions, des conflits se forment ; les différences entre riches et pauvres grandissent. Peut-on concilier vie communautaire et propriété individuelle ? C'est une question qui s'est posée tout au long de l'histoire humaine.

1/ La propriété individuelle dans l'histoire

Pour Rousseau (1712-1778), la période la plus heureuse dans l'histoire de l'humanité est celle du "bon sauvage", où sortis de l'animalité, les hommes se groupent en familles relativement indépendantes les unes des autres et vivent de la chasse et de la cueillette ; on est encore tout près de la nature. Mais un fait survint (ou "dut survenir", car la construction de Rousseau est tout à fait a priori) : l'avènement de la propriété individuelle. Il est le résultat de l'exacerbation de la conscience de soi ; on chercha à augmenter sa propriété pour flatter la conscience de soi, la concurrence s'installa, et avec elle le progrès technique. Il en résulte l'agriculture et la métallurgie, mais aussi les inégalités et les États pour tenter de les résoudre et, avec les États, les guerres.

A mesure que les techniques se faisaient plus complexes et plus efficaces, les propriétaires de ces techniques se faisaient plus puissants (*ici l'on quitte Rousseau*) ; ils se groupèrent en sociétés de production, en trusts qui en vinrent à dominer les États eux-mêmes. Le pouvoir économique s'affirma comme le pouvoir essentiel, et la propriété, devenue extrêmement complexe (quel est le propriétaire d'une multinationale : les actionnaires ? Le président du Conseil d'administration ? La banque qui peut ou non prêter l'argent ?).

Le 19^{ème} siècle voit s'affronter défenseurs et adversaires de la propriété privée. En 1791, la loi **Le Chapelier** avait supprimé les corporations et interdit toute association de même métier et toute coalition, dont la grève ; c'était faire confiance totalement à la concurrence entre entreprises individuelles. Au 19^{ème} siècle, **Bastiat** (1801-1850) se fait le chantre de la liberté d'entreprendre et condamne toute intervention de l'État contre la libre concurrence, facteur de progrès. Mais le pouvoir économique ne fait que s'accroître, et la lutte des classes avec lui, et la critique de la propriété privée.

2/ Les critiques "morales" de la propriété individuelle

Il semble que la critique la plus vigoureuse et la plus complète, au nom simplement de la morale, de la propriété individuelle, soit l'oeuvre de **Thomas More** dans *l'Utopie*. (1515) La thèse : "Partout où la propriété est un droit individuel, où toutes choses se mesurent par l'argent, là on ne pourra jamais organiser la justice et la prospérité sociale". Il faut abolir la propriété privée ; ceci

La propriété individuelle est-elle un droit ?

Texte abrégé

Louis Girard

Cafe-Philo / 2 décembre 2015

permettra une véritable égalité entre individus ; dans l'île d'Utopie, les maisons sont propriétés de l'État, et toutes pareilles, on en change tous les dix ans ; tous les citoyens doivent travailler en agriculture, mais plus ou moins, car il est évidemment d'autres activités ; mais tout le monde doit travailler ; le travail est organisé par l'État, émanation démocratique des citoyens. Dans les vêtements, tout luxe est banni. Les aliments produits par l'agriculture sont rassemblés et, dans chaque quartier de la ville, étalés au marché ; chaque père de famille emporte ce dont la famille a besoin, sans qu'on lui demande de l'argent ou quoi que ce soit en échange. Les repas se font à l'hôtel et en commun. Il n'y a pas de monnaie : l'or ou l'argent sont des propriétés trop faciles à dissimuler ; on les met en horreur aux Utopiens ; pour cela, on les utilise seulement pour les usages les plus vils ; on en fait des vases de nuit, des chaînes ou des entraves pour les esclaves, et des marques d'opprobre pour les condamnés ayant commis des crimes infâmes. On peut s'étonner de voir pratiquer l'esclavage, mais les esclaves sont des condamnés par la justice. Ainsi, l'individu est étroitement inséré dans le groupe, mais évidemment très dépendant de l'État. More ne se faisait pas d'illusions ; "il y a chez les Utopiens une foule de choses que je souhaite voir établies chez nous ; je le souhaite plus que je ne l'espère".

On trouve cette dénonciation de la propriété privée chaque fois qu'il s'agit de fonder une communauté forte. Dans *la République*, Platon (428-348) veut une communauté dont le but serait le perfectionnement moral des citoyens ; une telle société ne peut qu'exiger un encadrement de haute qualité dont le but essentiel serait la défense de la société et de ses institutions ; cet encadrement, ce sont les guerriers, hommes et femmes, qui, pour n'avoir d'autre souci que le bien de la communauté, renoncent à toute propriété personnelle, à toute vie familiale : les femmes sont communes à tous les hommes, les hommes à toutes les femmes, personne n'y sait qui est son père et chacun considère en conséquence tous les hommes d'une certaine génération comme son père potentiel, ce qui fonde la solidité du groupe. Dans *les Lois*, Platon ne va pas jusque-là, mais l'intention générale reste la même : le législateur déclare, au livre XI : "je n'admettrai pas que, ni vous personnellement, ni vos biens, vous vous apparteniez à vous-mêmes ; eux et vous, vous êtes au contraire la propriété de votre famille tout entière, de celle qui vous a précédés comme de celle qui vous suivra, et, il y a plus encore, c'est à l'État qu'appartient toute votre famille ainsi que votre bien". La propriété individuelle est admise, mais elle doit être comprise comme une sorte de délégation concédée par l'État et étroitement contrôlée par lui. Il faut éviter les trop grandes fortunes, car "il est impossible d'être à la fois très riche et très vertueux" ; mais aussi la trop grande pauvreté : la fortune du plus riche ne doit pas être plus de quatre fois celle du plus pauvre. Par ailleurs, Platon ne se pose aucun problème à propos de l'esclavage : l'esclave est une propriété.

Les Aventures de Télémaque ont été écrites par Fénelon (1651-1715) à l'usage du duc de Bourgogne, qui serait devenu roi de France s'il n'était mort prématurément, et l'essentiel illustre l'affirmation de Socrate face au cynisme de Thrasymaque dans *la République* : le roi ne gouverne pas dans son intérêt, mais dans l'intérêt des gouvernés. Cependant, au cours du livre, Fénelon évoque aussi des modèles d'organisation politique. C'est ainsi qu'il décrit la Bétique (la péninsule iberique) : il y a là plusieurs mines d'or et d'argent, mais les habitants les dédaignent parce que ces métaux ne servent à rien de vraiment utile. Presque tous les habitants sont bergers ou laboureurs ; il n'y a pas de commerce avec les autres nations, et donc n'ont aucune monnaie ; ils emploient l'or et l'argent pour les socs de charrue ou autres outils utiles. Les femmes fabriquent elles-mêmes des vêtements simples ; on habite sous des tentes que les habitants fabriquent eux-mêmes. Les terres ne sont pas partagées, mais sont propriété collective. Fénelon affirme qu'ainsi ils vivent heureux.

3/ Des tentatives concrètes d'abolition ou de restriction de la propriété individuelle

Ces tentatives se multiplient au 19^{ème} siècle, sur l'élan de la Révolution française et face au développement de l'économie.

Fourier (1772-1837) estime que le régime économique fondé sur la propriété privée conduit à l'anarchie en vertu du morcellement et du parasitisme commercial. Le temps est venu de "*l'industrie sociétaire, véridique et attrayante*". On constituera des sociétés surtout agricoles, d'étendue restreinte (1620 hommes et femmes) : les phalanstères, où chacun travaillera selon ses capacités, dans l'allégresse générale. Les tentatives de réalisation des phalanstères échouèrent rapidement.

Cabet (1788-1856) publie en 1850 le *Voyage en Icarie*. Les idéaux d'égalité et de fraternité de la Révolution ne pourront se réaliser que dans une société communiste où la propriété individuelle serait abrogée, le commerce supprimé, l'économie et l'éducation placées sous le contrôle de l'État, chacun étant rémunéré selon ses besoins. Des "Icaries" réelles furent tentées, mais elles échouèrent vite dans les divisions.

Le vice radical de telles tentatives était de ne pas s'appuyer sur une analyse rigoureuse de la situation économique et de vouloir néanmoins bâtir une société idéale dont on ne voyait guère les prémices dans la société actuelle

Proudhon (1809-1865) a, lui, vraiment analysé la société de son temps et exercé assez d'influence pour qu'on le considère comme un réformateur, sinon comme un révolutionnaire. Dans *Qu'est-ce que la propriété ?* les choses semblent claires, puisque la réponse semble sans ambiguïté : "*la propriété, c'est le vol*". Mais la démonstration de cette affirmation vigoureuse n'a pas cette clarté. La propriété, écrit Proudhon, n'est pas un droit naturel, puisqu'elle n'existe que pour une minorité de citoyens ; ce droit prétendu, on le fonde sur la priorité du premier occupant, mais cela est arbitraire : des naufragés ont le droit de se réfugier sur une île même si cela ne plaît pas aux habitants de cette île. La propriété ne peut être fondée sur le travail, car l'objet dont il est propriétaire n'est pas le résultat de l'effort d'un seul travailleur : sa réalisation suppose l'existence de tout un ordre social complexe ; Proudhon va jusqu'à soutenir que la propriété est impossible, ce qui est étonnant puisqu'enfin elle existe. Proudhon veut dire : il est impossible de justifier la propriété. La propriété individuelle amène une concurrence dévastatrice et fait que le travailleur, par exemple le fermier, est volé d'une partie de son gain ; elle est contraire à l'égalité, puisque le propriétaire domine l'exploitant. La propriété individuelle est d'ailleurs condamnée, puisque, la division du travail et les échanges se développant, l'économie devient de plus en plus collective. Mais Proudhon opéra un virage étonnant. Si la propriété individuelle est si mauvaise, faut-il passer à la propriété collective ? Non, puisqu'elle est pire : elle est l'exploitation du fort par le faible, elle sombre dans la bureaucratie à cause des contrôles de l'État, elle est la glorification de la police. Après certaines positions qu'il abandonne progressivement, Proudhon se découvre défenseur honteux de la propriété privée !

La pensée de **Marx** (1875-1883) est autrement rigoureuse ; la thèse de la valeur-travail qui débouche sur la théorie de la plus-value justifie "scientifiquement" l'idée que l'ouvrier est volé. La libération ne peut venir que d'un renversement du capitalisme par la Révolution et la dictature du prolétariat. Marx s'efforce de constituer une grande force internationale : la première Internationale du Travail, qui finit par décliner. Une seconde Internationale est créée en 1889 après la mort de

Marx en 1883 ; elle est le lieu d'affrontements entre ceux qui préconisent la lutte par les procédés démocratiques classiques et les révolutionnaires, qui ne refusent pas l'action violente ; la section française vote la Charte d'Amiens, qui préconise l'abolition du salariat.

Jaurès (1859-1914) compte sur l'Internationale pour empêcher la guerre en 1914, au moyen d'une grande grève internationale : mais c'est un échec.

Mais cette guerre permit l'accession au pouvoir du parti communiste (bolchevique) en Russie, et **l'on peut maintenant juger sur pièces ce qu'engendre concrètement la suppression de la propriété individuelle**. La chose est sans ambiguïté : à peu près partout, elle a échoué, malgré la violence et la terreur. Le maintien au pouvoir de **Lénine** n'a été possible qu'en trompant les paysans, et lorsque **Staline** voulut, en 1932, réaliser la **collectivisation des terres**, il dut employer les pires moyens : ce fut la grande famine d'Ukraine, avec sans doute environ huit millions de morts et, pour briser toute opposition, les grands procès de Moscou, la dictature absolue d'un homme dont, après sa mort en 1953, les crimes furent dénoncés par Khrouchtchev. effets analogues de la part de **Mao**, des **Khmers rouges** ; **la dictature du prolétariat aboutit à la tyrannie sanglante**.

4/ Des solutions

Contre les injustices du système capitaliste, les utopistes prônent un retour en arrière vers une vie toute proche de la nature ; les communistes l'instauration de la collectivisation ; même Rousseau jugeait la première solution impossible, la seconde s'est écroulée dans un échec sanglant.

Fichte (1762-1814) a fait une analyse rigoureuse du problème. Pour lui, à la base du droit, il y a, non pas la valeur morale, mais la relation moi-autrui. La conscience, qui est le fait premier, irréductible, ne devient conscience de soi qu'en passant par la conscience d'autrui, quand je m'éprouve comme l'autre de cet autre qu'est autrui. Ce qui me conduit à la conclusion que **je ne puis penser ma liberté sans penser celle d'autrui, qui la limite : je reconnais la liberté d'autrui, à condition qu'il reconnaisse la mienne : c'est là l'origine du droit** ; la reconnaissance mutuelle est abolie dans la guerre. **Comme tout droit, le droit de propriété prend sa source dans la reconnaissance réciproque**. La propriété doit permettre à chacun de vivre de son travail ; et il ne doit pas y avoir d'oisif dans un État gouverné par la raison ; il ne doit pas non plus y avoir de pauvre, c'est-à-dire d'individu n'ayant pas le minimum pour vivre. **C'est à l'État de prévoir les postes de travail en fonction des besoins, ceci au moyen d'un étroit contrôle des besoins et des activités, et de l'interdiction de la concurrence sauvage**. Cependant Fichte tient à limiter la tutelle de l'État : celui-ci n'a pas à connaître la quantité d'argent liquide possédée par les citoyens. La tâche de l'État semble bien difficile.

Pour **Hegel** (1770-1851), le droit n'est pas la limitation, mais la réalisation effective de la liberté (ce qui ne contredit pas réellement Fichte) ; celle-ci est d'abord saisie comme libre arbitre ; en tant que telle, elle est ineffective, c'est-à-dire inexistante parce qu'indéterminée ; elle se détermine en se donnant un but, mais pas n'importe lequel ; un but qui soit la vérité du sujet, qui, en se réalisant, donnera au sujet une réalité objective. **Chacun doit s'objectiver pour exister vraiment : "l'existence que la personne donne à sa liberté est la propriété"**. **Le droit de propriété est l'existence de la volonté libre**. Mais l'objectivation de la liberté est rendue difficile par ce que Hegel appelle la "société civile" et qui est la vie économique telle qu'elle se présentait au 19ème siècle. Hegel a conscience des maux de l'économie libérale, et que l'État se met souvent au service des dirigeants de la société civile, d'où la concentration des richesses dans une classe de la société et le dénuement de la classe des travailleurs. **Hegel prône un État qui soit l'émanation non du peuple tout entier, mais**

des différentes classes de la vie économique et qui contrôlerait la répartition du travail et des richesses.

En fait, la thèse la plus intéressante, parce que proche de la pratique, pourrait être celle des **saint-simoniens**. (Saint-Simon : 1760-1825). Ceux-ci constatent qu'avec les techniques modernes l'humanité est entrée dans un nouvel âge, où le pur politique est dépassé ; **en 1819, un manifeste saint-simonien proclame que la perte des élites scientifiques et techniques d'un pays serait pour celui-ci une catastrophe qu'il faudrait des années pour réparer, alors que le personnel politique est aisément remplaçable**. La leçon est claire : dans une société habitée par le progrès technique, c'est par le gouvernement des techniciens compétents qu'on mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, avec la réalisation d'un État vraiment rationnel. Abrogation de l'héritage ; l'entreprise sera confiée au plus compétent. **Tous les instruments de travail des propriétés particulières seront rassemblés en un fonds social qui sera réparti pour une exploitation rationnelle. Chacun sera payé selon son travail.**

Les saint-simoniens ont joué un rôle important dans l'industrialisation au 19^{ème} siècle.

Mais le problème de la conciliation entre entreprise privée et harmonie reste entier.